



**HAL**  
open science

## Bilan des élections municipales françaises de 2014 dans les villes de plus de 9 000 habitants

Martial Foucault, Florent Gougou

► **To cite this version:**

Martial Foucault, Florent Gougou. Bilan des élections municipales françaises de 2014 dans les villes de plus de 9 000 habitants. [Rapport de recherche] CEVIPOF. 2014, pp.6. hal-01064761

**HAL Id: hal-01064761**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-01064761v1>**

Submitted on 17 Sep 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Elections municipales

2014

## Les enjeux

# **Bilan des élections municipales françaises de 2014 dans les villes de plus de 9 000 habitants**

N°10

Avril 2014

Martial Foucault

Professeur des universités

Directeur du CEVIPOF

Florent Gougou

Post-doctorant à l'Université d'Oxford

Chercheur associé au CEE

[www.cevipof.com](http://www.cevipof.com)



SciencesPo.

CEVIPOF  
CNRS

Centre de recherches politiques

N°10  
Avril 2014Martial Foucault  
Professeur des universités  
Directeur du CEVIPOF  
Florent Gougou  
Post-doctorant à l'Université d'Oxford  
Chercheur associé au CEE

## Bilan des élections municipales françaises dans les villes de plus de 9 000 habitants

Cette note propose un bilan des élections municipales de 2014 pour 1052 villes de plus de 9 000 habitants de France métropolitaine<sup>1</sup>. Elle actualise et complète deux précédentes analyses des résultats portant spécifiquement sur le premier tour du scrutin<sup>2</sup>. De prime abord, le nombre de villes prises en compte peut paraître limité. Cependant, en observant les résultats électoraux dans l'ensemble des villes de plus de 9 000 habitants, cette note couvre en fait 50 % du corps électoral français (soit 19,8 millions d'électeurs inscrits) et exclut les villes dont la compétition électorale est davantage déconnectée de la vie politique nationale.

Par ailleurs, nous avons pris soin de distinguer les résultats électoraux par strates de villes (ou secteurs et arrondissements) : celles comprises entre 9 et 30 000 habitants (782), 30 et 100 000 habitants (220) et au-delà de 100 000 habitants (50). Ce découpage permet de rendre compte d'une partie de l'hétérogénéité des situations urbaines et périurbaines.

Enfin, pour saisir l'ampleur de la défaite des listes de gauche, nous avons privilégié une approche statistique descriptive la plus exhaustive possible.

### La situation avant le premier tour

En mars 2008, les élections municipales s'étaient soldées par une nette victoire de la gauche, exprimant un fort vote sanction contre le président Sarkozy et le gouvernement Fillon, aux affaires depuis neuf mois. Cette dynamique avait porté la gauche à son plus haut niveau historique en termes de mairies depuis les municipales de 1977 : à l'issue des élections de 2008, elle se retrouvait à la tête de 53 % des villes de plus de 9 000 habitants, contre 63 % en 1977 (506 villes). Au sein de la gauche, le mouvement avait quasi exclusivement profité au PS, qui s'était imposé comme le principal réceptacle du mécontentement des électeurs. Ainsi, à la veille des élections de mars 2014, le PS dirigeait 70 % des mairies de plus de 30 000 habitants détenues par la gauche, contre 67 % à l'issue des municipales de 1977, 52 % à l'issue des municipales de 1983, 58 % après celles de 1989, 55 % après les municipales de 1995 et 62 % après les municipales de 2001.

<sup>1</sup> Les arrondissements/secteurs de Paris, Lyon et Marseille sont traités comme une unité, en fonction de leur population respective.

<sup>2</sup> FOUCAULT (Martial), *Enseignements du 1<sup>er</sup> tour pour les villes de plus de 9 000 habitants*, Élections 2014, Les enjeux, note, n° 8, Paris, CEVIPOF, 4 avril 2014, 10 p.

<http://www.cevipof.com/rtefiles/File/PAGES%20FIGARO/noteMartial.pdf>

GOUGOU (Florent), « Le bilan du premier tour des élections municipales dans la France urbaine : les signes avant-coureurs d'une sanction de grande ampleur », *Slowpolitix*, 28 mars 2014.

<http://slowpolitix.blogspot.fr/>

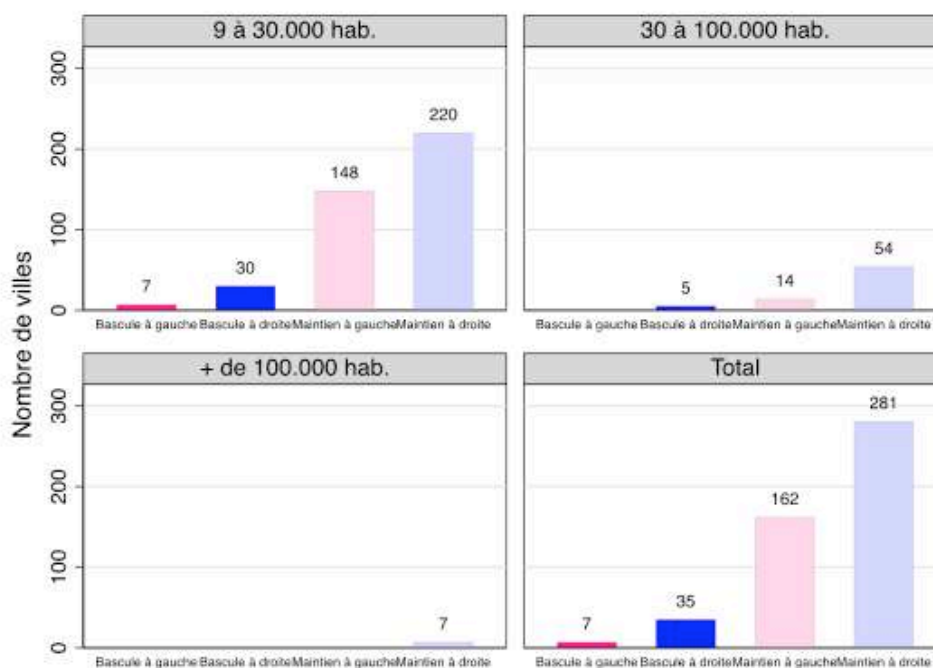
## La situation à l'issue du premier tour

À l'issue du premier tour des élections de 2014, les premiers signes d'une sanction de grande ampleur avaient été perceptibles. Parmi les 1052 villes, 485 équipes avaient été élues dès le premier tour (dont 19 % conduites par l'UMP et 12 % par le PS). Les basculements à gauche s'étaient limités à 7 villes (Saint-Égrève, Bruges, Vire, Saint-Just-Saint-Rambert, Seclin, Le Portel et Maxeville) contre 35 villes pour la droite, ces changements intervenant majoritairement dans les villes de moins de 30 000 habitants, où l'offre électorale était moins dense. Les listes de droite étaient néanmoins parvenues à conquérir cinq villes de plus de 30 000 habitants, dont deux à gauche depuis 1983 (Niort et L'Hay-les-Roses). Les trois autres villes qui avaient basculé à droite étaient Poissy, Chalons-sur-Saône et Clamart.

Mais surtout, le taux de reconduction des mairies sortantes laissait apparaître un net déséquilibre entre la gauche et la droite<sup>3</sup> : la droite (UMP et UD) avait pu conserver 53 % de ses mairies sortantes, contre seulement 16 % à gauche (SOC, UG, COM). Résultat, sur les 567 villes de plus de 9 000 habitants qui restaient en jeu, 362 étaient détenues par la gauche contre 205 pour la droite. À la veille du second tour, la gauche était particulièrement exposée au mécontentement des électeurs.

La figure 1 permet de contraster le bilan en termes de mairies selon la taille des communes. Il fait apparaître un mouvement général en faveur de la droite dans toutes les strates.

Figure 1 : Élections municipales de 2014 : Basculements et maintiens au 1<sup>er</sup> tour



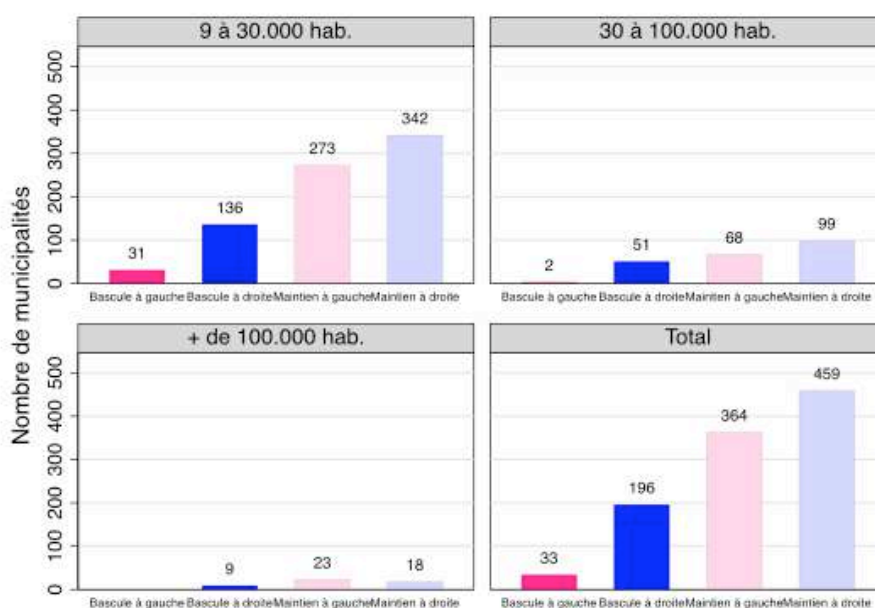
Source : Ministère de l'Intérieur, traitement par Martial Foucault

<sup>3</sup> Cette note utilise les étiquettes fournies par le ministère de l'Intérieur. Elles souffrent de nombreuses imprécisions, voire d'erreurs, mais elles permettent de dresser un tableau général des mouvements à l'œuvre. Un travail sur l'ensemble des étiquettes est en cours : nous en rendrons compte ultérieurement.

## Le bilan des deux tours

À l'issue du second tour, le bilan est implacable : les élections municipales de 2014 marquent un revers retentissant de la gauche qui perd 196 municipalités de plus de 9 000 habitants, dont 60 de plus de 30 000 habitants. L'ampleur des basculements touche avant tout les listes sortantes d'Union de la gauche (- 99 municipalités), du Parti socialiste (- 48) et les listes d'Union de la droite (- 55). Ce dernier résultat doit être lu au regard des jeux d'étiquette. En effet, un certain nombre de listes élues sous l'étiquette « Majorité » en 2008 se sont représentées en 2014 sous l'étiquette UMP et non Union de la droite. Au final, les listes UMP et UD réalisent un gain net de 163 municipalités (Figure 2).

Figure 2 : Élections municipales de 2014 : Basculements et maintiens en 2014 (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> tours)



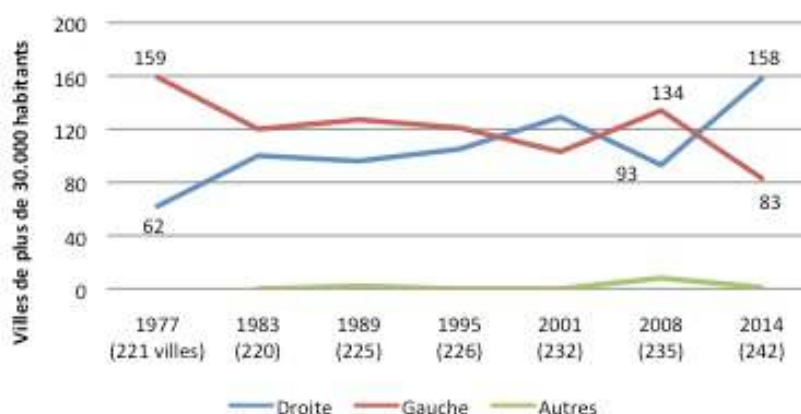
Note: Paris (20 municipalités), Lyon (9 municipalités) et Marseille (8 municipalités)

Source : Ministère de l'Intérieur, traitement par Martial Foucault

Si la gauche perd un nombre significatif de villes de 9 à 30 000 habitants (136 communes), l'ampleur du phénomène est encore plus impressionnante pour la strate des villes de 30 à 100 000 habitants. En effet, lorsque la gauche gagne deux municipalités (Douai et Avignon) sur la droite, la droite en conquiert cinquante (dont des villes ancrées à gauche depuis plusieurs décennies comme Aubagne, Charleville-Mézières ou Pau).

Le bilan au sein des villes de plus de 100 000 habitants est tout aussi cruel pour la gauche, et notamment pour le PS. Excepté le cas de Montreuil, qui passe d'EELV au PCF, les pertes sont toutes essuyées par le PS, que ce soit vers des socialistes dissidents (Montpellier), vers EELV (Grenoble), vers l'UDI (Amiens), mais surtout vers l'UMP (Caen, Toulouse, Tours, Saint-Étienne, Angers, Reims, Limoges et Argenteuil). Le mouvement touche aussi bien ses bastions historiques (Limoges et Roubaix) que ses conquêtes plus récentes (Caen, Toulouse et Reims). Les victoires à Paris et Lyon ne sont pas l'arbre qui cache la forêt, comme lors des élections municipales de 2001 : elles sont plutôt la bouée de sauvetage qui fait la différence entre une débâcle et un cataclysme.

Figure 3 : Élections municipales de 1977 à 2014 : Évolution du rapport de force gauche-droite



Source : traitement par Martial Foucault et Florent Gougou

En se concentrant sur les villes de plus de 30 000 habitants, où le scrutin municipal est le plus politisé, la figure 3 montre que la gauche revient à son plus bas niveau depuis 35 ans. Avec 83 villes dirigées (dont 20 par le Parti communiste), la gauche perd de son influence dans l'ensemble du réseau des villes moyennes de plus de 30 000 habitants (solde de - 54 villes) et notamment dans les villes de plus de 100 000 habitants (solde de - 9 villes).

Les flux entre la gauche et la droite sont presque à sens unique, mais il faut noter que les deux gains de la gauche sur la droite restent assurés par le PS, alors qu'il subit une débâcle historique sur l'ensemble du territoire. Comme l'indique la figure 3 (pour les villes de plus de 30 000 habitants), jamais la gauche n'avait atteint un seuil si faible de villes gouvernées. Avec un bilan de 158 villes à son actif, la droite atteint non seulement un plafond historique mais réalise surtout une progression considérable (+ 53), encore plus importante que celle observée en 1983 (gain de 35 villes).

Au centre de toutes les attentions au soir du premier tour, l'extrême droite gagne deux villes de plus de 30 000 habitants, égalant sa performance de 1995. Ses deux gains sont assurés sur la droite modérée (Béziers et Fréjus), exactement comme en 1995 (Marignane et Toulon). Dans la France urbaine, le redressement du FN correspond bel et bien à un retour à son plus haut niveau historique. Mais une nouvelle géographie des villes FN s'impose en 2014. Alors que ses victoires étaient concentrées dans le sud-est en 1995, le FN conquiert aujourd'hui des mairies dans le Pas-de-Calais (Hénin-Beaumont), l'Aisne (Villers-Cotterêts), les Yvelines (Mantes-la-Ville), la Moselle (Hayange), en plus du sud (Bollène, Fréjus, Le Luc, Cogolin et Le Pontet)<sup>4</sup>.

Les flux au sein de la gauche ne sont pas négligeables, notamment du PS vers ses alliés ou concurrents. Les équipes investies par le PS sont battues par trois dissidences à La Rochelle, Montpellier et Dunkerque, confirmant que l'étiquette socialiste était difficile à porter lors de ces élections. Le PS cède également Aubervilliers au PCF et Grenoble à EELV, rappelant que sa domination au sein de la gauche n'est pas un état de nature. De son côté, le PCF poursuit son déclin inéluctable avec des pertes symboliques en région parisienne (Bagnole, Bobigny et Villejuif).

<sup>4</sup> Les villes d'Orange et Béziers ont élu des maires d'extrême droite et divers droite avec le soutien du Front national.

L'évolution du rapport de force gauche-droite se mesure non seulement en nombre de basculements de villes mais aussi en nombre de voix pour chacun des grands blocs partisans. Ainsi, l'effet de la participation différentielle se concrétise par une baisse des voix de la gauche plus forte qu'une hausse des voix de droite. La différence est particulièrement sensible pour les villes de 9 à 30 000 habitants alors qu'elle devient symétrique pour les villes plus urbaines. Un phénomène plus net ressort : le recul des listes autonomes du centre (Modem, UC et UDI) au profit d'une progression des voix du centre lorsque les candidats se présentaient sous l'étiquette d'Union de la droite.

Tableau 1 : Élections municipales, 2008-2014 : Écart de voix 2014-2008 (1<sup>er</sup> tour)  
par rapport aux suffrages exprimés 2014

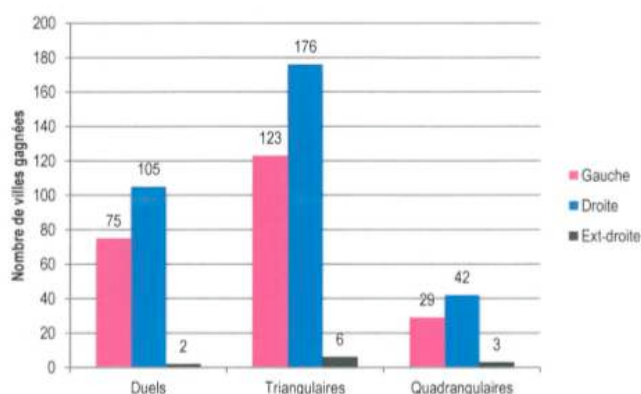
	Total	9 - 30 000 habitants	30 - 100 000 habitants	+ 100 000 habitants
Gauche	- 7,04 %	- 7,25 %	- 5,16 %	- 4,72 %
Div. centre	- 6,49 %	- 3,28 %	- 7,90 %	- 10,66 %
Droite	4,43 %	3,76 %	4,99 %	4,93 %
FN	7,54 %	6,08 %	8,38 %	9,16 %

Note : La gauche a perdu 7,04 points de pourcentage de voix exprimés au 1<sup>er</sup> tour de mars 2014 par rapport à son score au 1<sup>er</sup> tour de 2008.

Source : Ministère de l'Intérieur, traitement par Martial Foucault

Enfin, pour la première fois de l'histoire des élections municipales, le nombre de duels au second tour ne concernait que 33 % des scrutins. Ainsi, dans 381 municipalités, le nombre de listes ayant atteint au moins 10 % des voix au 1<sup>er</sup> tour a débouché sur 305 triangulaires, 74 quadrangulaires et 2 quinquangulaires. Face à cette situation inédite, la répartition des gains et pertes de villes ne révèle pas de distorsions politiques flagrantes. Globalement, la droite domine toutes les situations de second tour dans un ordre de grandeur semblable quel que soit le niveau de strate de population. En revanche, si l'on tient compte de l'ordre d'arrivée au premier tour, on observe que le PS gagne 25 villes lors de triangulaires alors qu'il arrivait en tête au premier tour dans 42 municipalités, soit un taux de déperdition de 40 %. Les listes d'Union de la gauche enregistrent un taux de déperdition de 21 % (53 villes gagnées pour 67 ballottages favorables), 18 % pour les listes UMP, seulement 5 % pour les listes d'Union de la droite (54 villes gagnées pour 57 ballottages favorables) et 43 % pour les listes FN.

Figure 4 : Élections municipales de 2014 : Gains municipaux selon la structure du second tour



Source : Ministère de l'Intérieur, traitement par Martial Foucault

Dans le cas de quadrangulaires, le taux de déperdition est de 16 % pour les listes d'Union de la gauche, 0 % pour les listes d'Union de la droite, et 23 % pour les listes divers droite.

### Une mise en perspective historique

À la veille du second tour, l'existence d'une dynamique de sanction contre le Parti socialiste ne faisait plus de doute. Seule subsistait une interrogation sur son ampleur, avec le souvenir des élections municipales de 1983 en arrière-plan. La comparaison historique ne laisse planer aucun doute : la vague de 2014 est nettement plus puissante (Figure 3).

Le solde négatif de 162 villes de plus de 9 000 habitants est un record historique, qui dépasse de très loin le reflux de 78 villes enregistré en 1983. Il est également bien au-delà d'un simple mouvement de balancier à la suite de la nette victoire de 2008. Au fond, l'ampleur du mouvement en faveur de la droite n'a qu'un seul précédent depuis le début de la Cinquième République : la victoire écrasante de la gauche lors des municipales de 1977, celles de l'Union de la gauche.

Finalement, pour la première fois depuis l'accession de la gauche aux responsabilités nationales en 1981, la gauche ne contrôle plus que 38 % des villes de plus de 9 000 habitants et 34 % des villes de plus de 30 000 habitants. Le paysage politique local subit un bouleversement impressionnant. La tenue des élections régionales de 2015 rend probable une nouvelle saignée bleue dans les 21 régions de métropole actuellement dirigées par la gauche si le vote sanction est toujours à l'œuvre pour ces nouvelles élections intermédiaires.

#### Pour aller plus loin :

> DUPOIRIER (Élisabeth) et GRUNBERG (Gérard), « Qui gouverne la France urbaine ? », *Revue française de science politique*, 28 (1), février 1978, pp. 27-54. [ISSNe 1950-6686]

<http://dx.doi.org/10.3406/rfsp.1978.393762>

> DUPOIRIER (Élisabeth), GRUNBERG (Gérard) et ROY (Béatrice), « L'évolution électorale de la France urbaine, 1971-1983 », *Revue française de science politique*, 35 (1), février 1985, pp. 46-71. [ISSNe 1950-6686]

<http://dx.doi.org/10.3406/rfsp.1985.396176>

> FOUCAULT (Martial), *Enseignements du 1<sup>er</sup> tour pour les villes de plus de 9 000 habitants*, Élections 2014, Les enjeux, note, n° 8, Paris, CEVIPOF, 4 avril 2014, 10 p.

<http://www.cevipof.com/rtefiles/File/PAGES%20FIGARO/noteMartial.pdf>

> GOUGOU (Florent), "The 2008 French Municipal Elections: The Opening and the Sanction", *French Politics*, 6 (4), December 2008, pp. 395-406. [ISSNe 1476-3427]

<http://www.palgrave-journals.com/fp/journal/v6/n4/full/fp200815a.html>

> JAFFRÉ (Jérôme), « Les scrutins du printemps 1995 : la dynamique de la droite et les limites de la remontée socialiste », *Pouvoirs*, n° 75, novembre 1995, pp. 119-137. [ISSN 0152-0768]

> MARTIN (Pierre), *Les Élections municipales en France depuis 1945*, Paris, La Documentation française, 2001, 236 p. [ISBN 978-2-11-004775-5]